



DU SAMEDI 19 DECEMBRE 2015

CHARENTE LIBRE

■ Le Premier ministre a passé une partie de l'après-midi en Charente hier ■ Après avoir découvert le monde du cognac, cap sur Angoulême pour inaugurer la médiathèque et livrer quelques messages à portée symbolique et politique.

L'Alpha, l'atout culture de Valls



Manuel Valls, le Premier ministre, a visité hier au pas de course les univers de L'Alpha. «Une

médiathèque comme un rempart contre les tentations du repli sur soi», a-t-il déclaré.

Stéphane URBAJTEL
s.urbahtel@charentelibre.fr

« *Imaginer, créer, comprendre. Les trois maîtres-mots de votre médiathèque, c'est presque un programme pour un Premier ministre.* » Manuel Valls, en déplacement hier en Charente, s'est laissé aller à un trait d'humour au cœur d'un discours et à la fin d'une visite très marquée par les symboles. Le chef du gouvernement, venu inaugurer L'Alpha, le nouveau navire amiral de GrandAngoulême, a littéralement fait de cet équipement l'emblème de «*la culture qui rayonne en France et fait rayonner la France dans le monde entier.*»

Alors que quelques minutes avant lui, Jean-François Dauré, le président de l'agglomération, a carrément décrit la médiathèque comme «*une arme de reconstruction massive*», Manuel Valls a porté aux nues un équipement «*source de cohésion*», porte-drapeau de «*l'ouverture*», «*rempart contre les tentations du repli sur soi*». «*Plus fort*, à ses yeux, «*que les idéologies totalitaires*» au moment où «*l'art de vivre à la française est attaqué, au moment où on détruit des monuments, où l'on brûle les bibliothèques*». Au-delà du propos très républicain, consensuel, à la fois grave et plein de fougue, quelques messages plus politiques. Un coup de chapeau à Philippe Lavaud, l'ancien maire socialiste d'Angoulême, «*qui a voulu*

cette médiathèque ici», et à Michel Boutant, l'ancien président de l'ex-conseil général, socialiste aussi. Un salut quand même à leurs successeurs de droite, Xavier Bonnefont et François Bonneau, qui ont assuré la «*continuité républicaine*».

«Une part du génie français»

Une allusion aussi à un débat local plus terre à terre. Alors que SNCF Réseau – qui a succédé à Réseau ferré de France – a récemment annoncé à GrandAngoulême sa volonté de reporter à 2018 la construction de la passerelle de la future gare LGV – reliant le quartier d'affaires en projet –, Manuel Valls, pressé par Jean-François Dauré en

coulisses d'intervenir, a lâché dans un sourire: «J'ai bien compris le problème. Et j'ai saisi le message: si tu veux à nouveau être invité en Charente, il va falloir que tu convainques Pépy [Guillaume Pépy, le président de la SNCF, NDLR].»

Le Premier ministre a également mis son grain de sel dans le vieux débat exhumé hier par Xavier Bonnefont, le maire d'Angoulême: celui de la localisation de la médiathèque. Quand le premier magistrat Les Républicains a regretté dans son allocution la création d'un tel outil «ici, à L'Houmeau» aux dépens de l'hypercentre d'Angoulême – déclaration qui lui a valu quelques huées dans la salle –

Premier ministre l'a invité, lui et tous ceux qui partagent ce point de vue, à «relire "Les Illusions perdues" de Balzac». L'histoire d'un personnage désireux d'intégrer la bonne société angoumoisine dans «la ville haute» du XIX^e siècle. Au XXI^e, «vous choisissez de créer L'Alpha dans la ville basse».

La médiathèque au pied de la ville, encore un symbole, selon Manuel Valls. Celui du lien entre «la culture et les quartiers». Décentralisé comme d'ailleurs les autres sites que le Premier ministre a visités

hier lors de son périple angoumoisin. Dans les Chais Magelis, sur les bords de Charente, il a d'abord testé le démonstrateur Tumulte,

cylindre géant qui permet de jouer dans un univers en trois dimensions. Lunettes spéciales sur le nez, accompagné par Andreas Koch, le patron de la société Cortex, concepteur du projet, le chef du gouvernement s'est retrouvé pendant dix minutes en immersion au milieu des globules rouges.

Dans la foulée, il a traversé au milieu d'une nuée de journalistes la

passerelle Corto-Maltese pour rejoindre l'Enjmin, l'École nationale du jeu et des médias interactifs numériques. Accueilli par Baptiste, Jéro, Tony et Alizée, il a été initié aux jeux réalisés par les étudiants en master II, mués en profs l'espace de quelques minutes. Le Tumulte, l'Enjmin, L'Al-

pha et quelques heures plus tôt, le cognac (lire ci-contre), autant de signes qui démontrent, selon Manuel Valls, que la Charente est une terre «d'excellence». Elle renferme même selon ses mots «une

passerelle Corto-Maltese pour rejoindre l'Enjmin, l'École nationale du jeu et des médias interactifs numériques. Accueilli par Baptiste, Jéro, Tony et Alizée, il a été initié aux jeux réalisés par les étudiants en master II, mués en profs l'espace de quelques minutes. Le Tumulte, l'Enjmin, L'Alpha et quelques heures plus tôt, le cognac (lire ci-contre), autant de signes qui démontrent, selon Manuel Valls, que la Charente est une terre «d'excellence». Elle renferme même selon ses mots «une

part du génie français». C'est ce qu'il dira à Fleur Pellerin, la ministre de la Culture, annoncée à ses côtés hier mais qui, finalement, n'a pas pu l'accompagner, «terrassée par la grippe», a confié le Premier ministre. «Mais je lui dirai ce que j'ai vu et elle reviendra dans quelques semaines. Grippée ou pas.»

L'Alpha, derrière la gare d'Angoulême dans le quartier de L'Houmeau, organise aujourd'hui une journée portes ouvertes pour permettre à tous de découvrir l'équipement. L'ouverture officielle est prévue lundi.



Ils voulaient le faire changer de cap, ils ont réussi à le faire changer de route. Les autorités locales n'ont pas voulu que le cortège de Manuel Valls croise cette dizaine de militants de SUD et du NPA. La CGT a carrément fait le choix de boycotter l'inauguration. Photo R. T.



«Manuel, tu as vu, il y a même ta bio», s'est l'ouvrage dans les rayonnages de L'Alpha. «À a répondu l'intéressé en voyant la photo de



exclamée Martine Pinville en découvrant l'époque, on m'appelait le Conquistador», lui jeune sur la couverture. Photos R. Joubert



Andreas Koch sait trouver les mots. Juste après avoir montré le Tumulte au Premier ministre, le patron de Cortex a expliqué que «le projet avait coûté le prix de deux ronds-points, enfin 2 millions d'euros». «J'aime bien parler grisbi.» Ce qui a fait sourire son hôte.



Manuel Valls a dégusté une eau-de-vie de 1962, son année de naissance.

Photo Renaud Joubert

Une mise en bouche chez Hennessy

Manuel Valls a débuté son périple par une visite au cœur de la maison Hennessy. Qui n'a pas manqué de rappeler son importance dans les exportations françaises.

«Qu'est-ce que je vais leur dire ?»

Pas facile la vie de Premier ministre en déplacement. Tôt ou tard, il faut répondre aux questions d'une horde de journalistes nationaux plus intéressés par le contexte français que par l'inauguration de L'Alpha. Il n'avait tellement pas envie de leur parler qu'en sortant du Tumulte, aux Chais Magelis, se penchant vers un de ses conseillers, Manuel Valls n'a pu retenir ce discret cri d'angoisse: «Qu'est-ce que je vais leur dire?» Et au final, force est de constater qu'il n'a pas dit grand-chose.

Un bilan carbone discutable

Au sortir de la COP21, on ne peut pas dire que Manuel Valls aille dans le sens de la réduction des émissions de CO₂. Il était inévitable de déployer plus de 150 policiers, avec les voitures et les motos qui vont avec, pour assurer la sécurité du chef du gouvernement. En revanche, on peut s'interroger sur le saut de puce que le jet du Premier ministre a fait à vide. Ayant atterri à Cognac et repartant de Brie-Champniers, le pilote a dû décoller pour parcourir royalement 30 kilomètres à vol d'oiseau. On comprend que le planning était serré, mais avec une telle escorte policière, il y avait moyen de redécoller de Cognac.

Maurice BONTINCK
m.bontinck@charentelibre.fr

Pas de quart d'heure charentais pour Manuel Valls qui est même arrivé quelques minutes en avance chez Hennessy, peu avant 14 heures. Après avoir atterri à l'aérodrome de Cognac-Châteaubernard, le Premier ministre s'est engouffré dans le chai du Fondateur, là où Hennessy stocke précieusement ses meilleures eaux-de-vie, dont la plus ancienne date de 1800. Manuel Valls a symboliquement dégusté celle de 1962, son année de naissance. Il a également découvert le prestigieux bureau du comité de dégustation dont les membres se réunissent chaque matin à 11 heures pour goûter de 40 à 70 échantillons et perpétuer l'art de l'assemblage d'une maison qui fête cette année ses 250 ans.

Au-delà de la présentation du savoir-faire local et de la puissance internationale de la troisième marque mondiale tous spiritueux confondus, Bernard Peillon, le président de Hennessy, en a profité pour faire passer quelques messages au cœur du chai, peu habitué à recevoir autant de monde en même temps. Après avoir rappelé que Hennessy, «c'est le H de LVMH, ce que peu de personnes savent», il a insisté sur la nécessité de «désenclaver le territoire». La

question du «dimensionnement du vignoble», qui aurait besoin de s'agrandir au-delà des 75 000 hectares actuels pour répondre à la croissance du cognac, a été aussi mise en avant. Bernard Peillon a également insisté sur le besoin de «simplification du cadre administratif» ou sur un soutien de l'État pour «faciliter les accès aux marchés d'export». Hennessy exporte dans 132 pays, «l'équivalent de 138 Airbus par an», soit 2,5 milliards d'euros environ.

À l'issue de sa visite d'une heure et demie, Manuel Valls n'a pas répondu publiquement à ces sujets, si ce n'est pour assurer que sa «présence ici est une façon de garantir le soutien de l'État dans les négociations internationales ou européennes». Au cours de la réunion à huis clos avec le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC) et les élus, les barrières douanières, en particulier en Inde et au Vietnam, ont aussi été évoquées.

Quelques instants avant de quitter les quais de Cognac pour rejoindre ceux d'Angoulême (lire ci-contre), le Premier ministre a reconnu que cette visite était «un peu une découverte» pour lui. «Le cognac comme le bordeaux sont des forces qu'il faut préserver dans cette grande région. Il faut valoriser ce qui peut nous rendre fiers d'être Français.»

Arnaud et Arnaud, tireurs des litres

Non, ils ne sont pas les Dupont et Dupond de Hennessy. Ils ne sont pas jumeaux non plus. Mais le hasard a fait que ce sont deux Arnaud qui ont fait déguster une eau-de-vie de Grande-Champagne de l'année de naissance du Premier ministre (1962). Arnaud et Arnaud ont un métier unique: ils sont tireurs d'échantillon. Très habilement, à l'aide d'une petite fiole, ce sont eux qui vont chercher le délicat nectar directement à la barrique pour pouvoir le goûter.

Département: l'opposition taille les choix budgétaires

L'opposition n'a pas esquivé le débat d'orientations budgétaires hier au conseil départemental. Elle dénonce un discours «mortifère».

Ismaël KARROUM
i.karroum@charentelibre.fr

Débat d'orientations budgétaires inédit hier au conseil départemental. 2013 et 2014: l'opposition de droite avait claqué la porte et laissé ses sièges vides, estimant qu'elle manquait d'informations pour débattre. Après un numéro d'autosatisfaction de la majorité, tout était bouclé en à peine deux heures.

Changement de majorité, changement d'opposition et, hier, un débat qui s'est étiré pendant près de cinq heures, avec une opposition combative, soulevant les lièvres cachés derrière la sémantique alambiquée, pointant le «discours mortifère» d'un François Bonneau accusé de trop jouer à «Bonjour tristesse» en maniant les chiffres de son budget.

On connaît la rhétorique sur le «sentiment d'abandon» des départements, la baisse des dotations de l'État, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en berne, le RSA qui gonfle. Depuis son élection au printemps, François Bonneau jongle avec ces millions qui s'envolent pour préparer le terrain des économies. Hier, son discours introductif des orientations budgétaires n'a pas dérogé à la règle.

Explosion de la dette?

Et Jean-François Dauré, qui vivait sa dernière session avant de laisser sa place à son suppléant Gérard Bruneteau, n'a pas aimé. «Les gens n'ont pas besoin de tels discours, mortifères, de ces pleurnicheries.» Réplique de Jean-Hubert Lelièvre, porte-parole de la majorité: «Ne vous inquiétez pas. On a de la volonté, on a l'envie.



Philippe Bouty, porte-parole de l'opposition, a dénoncé la volonté «d'augmenter les tarifs dans les bus départementaux et de mettre fin à l'opération bus à 1 euro». Il a aussi vilipendé le projet de faire payer l'inscription à l'école départementale de musique.

Photo archives Phil Messelet

On va faire mieux avec moins, différemment. En faisant moins de saupoudrage et plus de choix.»

Des choix, il y en a qui font grincer les dents, comme au chapitre évolution de la dette: la majorité pourrait emprunter jusqu'à 150 millions d'euros de plus d'ici la fin du mandat, en 2020, faisant passer la dette restante de 192 millions à 250 millions.

«C'est un scénario, une possibilité si on ne fait rien», atténue François Bonneau. Repris de volée par Michel Boutant, l'ancien président qui, au cours de son mandat, avait serré la vis de cette dette. «Quand on augmente la dette, on finit inévitablement par augmenter les impôts. C'est mécanique.» Un levier fiscal que la majorité promet de ne pas actionner.

Pour chaque chapitre, l'opposition a tiqué, même si la sénatrice Nicole Bonnefoy en a appelé à

«l'intelligence collective et la fin des postures partisans.»

Philippe Bouty, porte-parole de la gauche départementale, a dénoncé la volonté «d'augmenter les tarifs dans les bus départementaux et de mettre fin à l'opération bus à 1 euro». Il a aussi vilipendé le projet de faire payer l'inscription à l'école départementale de musique «même aux foyers les moins aisés». «Vous voulez une culture élitiste.» «La participation sera symbolique», a juré la majorité.

Et Michel Boutant d'ironiser sur la plainte de François Bonneau contre l'État, «alors que vous avez exactement les mêmes réflexes à l'égard des petites communes: fin des aides pour l'achat de bus scolaires, volonté de désengagement sur les petites routes départementales».

Le budget sera voté en février.

Chez Véolia, les déchets se muent en œuvres d'art

■ L'entreprise de valorisation des déchets à Châteaubernard s'engage avec un collectif d'artistes

■ Objectif: l'upcycling, ou comment transformer des déchets en objets du quotidien uniques.



Créateurs et représentants de Véolia ont officialisé leur partenariat hier, une première en Charente.

Photos Christophe Barraud

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Upcycling. Dit ainsi, ça ne dit pas vraiment grand-chose aux non-initiés. Pourtant, c'est tendance. Une bouche d'égout qui devient une table de salon. Une poignée de pompe à essence ou un vieux reste de téléphone qui se transforment en pied de lampe de chevet. Ou encore une bâche publicitaire pour couvrir un fauteuil. L'upcycling désigne l'action de récupérer des matériaux ou des produits dont on a plus l'usage afin de les revaloriser. Du recyclage de déchets pour faire simple, enfin pas

vraiment non plus. «*Qui dit recyclage, dit énergie dépensée, alors qu'on peut utiliser un objet tel quel et en faire quelque chose. L'upcycling, c'est aussi mieux que faire du neuf avec du vieux, c'est transformer ces déchets en produits de meilleure qualité encore qu'à l'origine, jusqu'à leur donner de la plus-value*», détaille Boris Le Floch, le représentant en Charente de «Carré Bouge». Cette association, qui réunit une vingtaine de créateurs et créatifs au sein d'un laboratoire d'arts appliqués, a pour objectif d'imaginer des solutions novatrices au service de l'art de vivre le quoti-

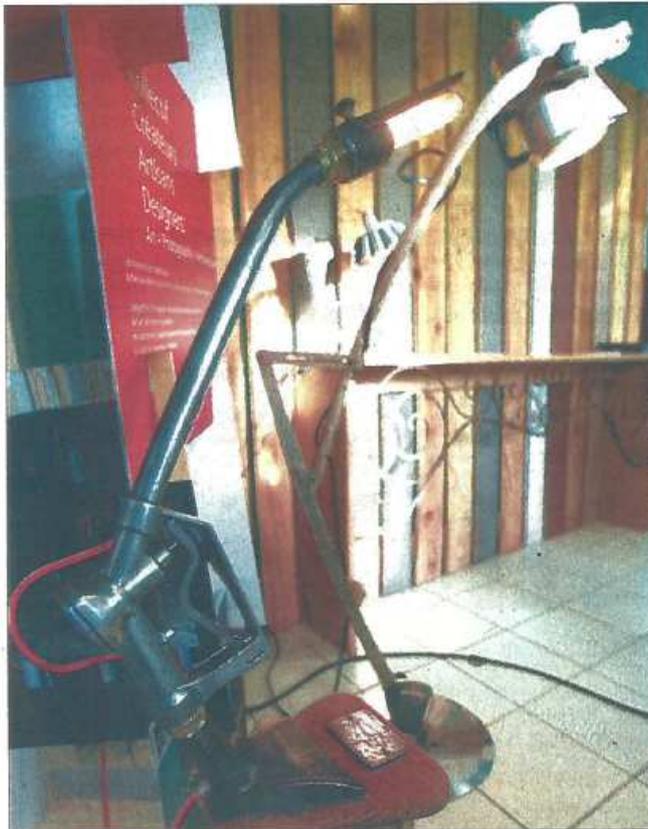
dien, en mobilisant citoyens, collectivités comme entreprises, autour de cette pratique notamment.

Du gagnant-gagnant

En la matière, elle vient de trouver un partenaire on ne peut plus «intéressant» avec Véolia. Et un sacré terrain de jeu. L'entreprise de recyclage et de valorisation des déchets de Châteaubernard a signé hier, un engagement insolite et créatif avec Carré Bouge.



Une bâche comme revêtement de fauteuil.



Une poignée de pompe à essence devient un pied de lampe original.

”

On ne percevra plus nos déchets de la même façon désormais. C'est enrichissant pour tout le monde.

«Une première sur le territoire charentais», souligne-t-on ravi chez Véolia, déjà engagée dans l'upcycling sur quatre autres de ses sites en Limousin et Poitou-Charentes. Concrètement, une fois par mois, une partie de ses déchets industriels; bois, cartons, housses, caoutchouc... qui représentent environ 40 à 60 m³ par an, seront identifiés et mis à disposition de l'association. Elle viendra les collecter pour les transformer et réaliser des œuvres qui pourront être vendues au grand public au sein des ateliers des créateurs en Charente. «C'est génial, ça nous ouvre de sacrées perspectives», se félicite de son côté Boris Le Floch. Bon, il ne faut pas être candide non plus, ce partenariat nous donne une belle visibilité de part et d'autre, mais ça va dans le bon sens, c'est l'essentiel et c'est porteur». Du gagnant-gagnant. Ce

dont se réjouit également Damien Bidouard, responsable commerce valorisation innovation chez Véolia. «Au-delà de notre souci d'avoir une gestion responsable des déchets, de renforcer l'engagement que l'on partage avec l'association en faveur de l'économie circulaire (1), cette initiative va nous aider à changer notre vision des choses au sein de l'entreprise. On ne percevra plus nos déchets de la même façon désormais. C'est enrichissant pour tout le monde.» La preuve en a été donnée lors de la visite du site par Laëtitia, l'une des créatrices. «En voyant une chute de PVC, ce que c'est pour nous, elle en a vu de futurs rideaux, s'étonne-t-il. Il y a de belles choses à faire ensemble, c'est certain. C'est le début d'une aventure». Une aventure que Véolia entend bien valoriser plus encore à terme, en invitant des industriels avec qui elle collabore à venir découvrir leurs déchets devenus œuvres d'art.

(1) Concept économique qui s'inscrit dans le cadre du développement durable avec pour objectif de produire des biens et services, tout en limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, et des sources d'énergies non renouvelables.

■ COMMERCE

Châteaubernard: un pro du sport ouvre «Macron Store»



Pascal Potvineau vient d'ouvrir une nouvelle enseigne dédiée au sport dans les anciens bâtiments «Lhérieau».

Photo CL

Pascal Potvineau vient d'ouvrir «Macron Store», commerce situé en haut de la rue du Dominant, dans les anciens bâtiments «Lhérieau». À 47 ans, ce professionnel du sport a déjà fait ses preuves chez «Intersport», mais aussi à «Entre-Sports» à Bassac, un magasin de vêtements, chaussures et accessoires de sport qui a cette particularité de travailler aussi avec les entreprises, mais dans le vêtement de travail, sur mesure, adapté à toutes les spécialités. Pascal Potvineau persiste et signe dans le même registre, deux performances: l'ouverture de ce deuxième point de vente, qui répond à un «débordement d'activités dans un créneau très porteur» et la création d'un emploi à plein-temps d'infographiste. Côté vêtements, l'offre porte sur le «sportswear» et le «teamwear». Ce dernier segment fait

l'objet de commandes groupées de clients comme l'équipe de cyclo Martell, les rugbymen d'Angoulême ou de Cherves, les gymnastes de «La Cognaçaise», «Les Dauphins cognaçais»...

«Macron Store» propose 1 000 références immédiatement disponibles, tandis que les équipements pour la musculation ou le renforcement musculaire sont à commander sur catalogue.

À noter qu'en matière de sport et particulièrement de natation, Pascal Potvineau, ancien athlète confirmé de haut niveau, sait de quoi il parle. Après un accident de voiture qui l'a laissé «paralégique incomplet», cet ancien membre de l'équipe de France «handisports» de natation a fini par retrouver, à force de volonté et de rééducation intensive, la sensibilité de ses membres inférieurs.

Contact au 06 73 08 00 99.

Longs débats autour du budget de l'assainissement

Mercredi soir, au conseil municipal, les débats ont porté sur le budget annexe de l'assainissement. À la veille de la fusion, le maire, Bernard Mauzé a souhaité que cette compétence qui sera transférée au futur établissement de coopération intercommunale, soit le reflet des dépenses et recettes réelles en équilibre et donc d'y ajouter les frais de personnel jusqu'alors inscrits au budget principal. Opération qui a suscité de nombreuses interrogations autour de la table. «*Ne peut-on pas reporter cette décision à plus tard?*», propose une élue. «*On vient juste de décider une augmentation lors du dernier conseil, on ne va pas revenir sur notre position*», s'indigne une autre.

Après une heure de débats, le maire demande l'avis du conseil sur trois questions: 1. Passer les frais de personnel (salaire et charges pour 22 296 €) du budget de fonctionnement général au budget annexe assainissement de 2015. 2. Reconduire pour 2016, la ligne frais de personnel sur le budget annexe assainissement ainsi que les charges de fonctionnement propres au service assainissement collec-

tif imputées sur factures. 3. Appliquer la revalorisation, votée le 12 novembre dernier, de 3% applicable au 1^{er} janvier 2016. Le conseil accepte ces trois propositions mais refuse la proposition supplémentaire d'augmentation pour 2016. Les élus souhaitent plus d'éléments et de temps avant de prendre toute décision.

Bâtiment technique. Son extension par une structure légère nécessite une demande de permis de construire, ce qui retarde d'autant cette installation.

Subventions. Non prévues au budget primitif: 100 000 € du Fisac pour le pôle commercial, 38 119 € du Département, pour les travaux à l'église, dans le cadre de la restauration des monuments historiques.

Collecte des déchets. Concernant la proposition de Calitom, pour la collecte des sacs noirs et jaunes, une semaine sur deux, les élus refusent et souhaitent conserver le système actuel.

Divers. Jean Marie Eichert, adjoint en charge du budget, demande à chacun de noter les travaux nécessaires afin d'établir le budget 2016. La cérémonie des vœux à la population est fixée au vendredi 8 janvier à 18h30, le repas des anciens au samedi 16 janvier.

Nouvelles régions, nouvelles têtes

Les régions Bretagne, Centre-Val-de-Loire, IDF, Pays-de-la-Loire et Paca, ainsi que les quatre régions et territoires ultramarins ont élu hier leurs présidents

Valérie Pécresse en Ile-de-France, Christian Estrosi en Paca et Jean-Yves Le Drian en Bretagne, trois des principaux vainqueurs des régionales ont été élus hier à la présidence de leurs régions.

Seules les régions dont le périmètre n'a pas été modifié lors du redécoupage territorial (Bretagne, Centre-Val-de-Loire, IDF, Pays-de-la-Loire, Paca, et les quatre régions et territoires ultramarins) élaient leurs patrons hier. Dans les sept grandes régions fusionnées, le vote aura lieu le 4 janvier.

En Ile-de-France, Valérie Pécresse (Les Républicains) accède à la présidence de la région-capitale après 17 ans de gestion de gauche. L'ancienne ministre a rassemblé 119 voix sur 140 suffrages exprimés dans cette assemblée de 209 élus. Mme Pécresse n'a pas voté pour elle, il lui a donc manqué une voix parmi les 121 élus de sa majorité.

Rappelant ses priorités en matière de sécurité et d'emploi, elle a promis de faire de l'Ile-de-France «la fabrique des nouvelles pratiques politiques». La séance inaugurale s'est tenue sans Claude Bartolone (PS), qui a démissionné de son mandat de conseiller régional.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, Christian Estrosi (LR) a fait le plein des voix LR-UDI-MoDem, avec 81 votes en sa faveur contre 42 à Marion Maréchal-Le Pen (FN). Le nouveau président, qui doit notamment sa victoire à la gauche, s'est montré très consensuel et a confirmé la création d'un conseil



Incontestables «vedettes» de la journée: Valérie Pécresse, qui a arraché la région gérée depuis 17 ans par la gauche, et Jean-Yves Le Drian qui continuera à diriger le ministère de la Défense.

Photo AFP

territorial, comme «tribune» offerte à la gauche. «*Je serai un président libre qui gère la Région sans idéologie, ni parti pris*», a-t-il dit. Le Conseil régional de Paca ne compte aucun élu de gauche, le PS ayant retiré sa liste après le premier tour pour faire barrage au FN. Autre vedette de la journée, Jean-Yves Le Drian (PS) a été élu à la présidence du Conseil général de Bretagne. Il a rassemblé 53 voix contre 12 pour Gilles Penelle (FN) et 18 votes blancs (les élus de la liste LR Marc Le Fur). Très applaudi, le nouveau président a retrouvé un mandat qu'il a déjà

exercé à partir de 2004, après avoir arraché la région à la droite, jusqu'à son entrée au gouvernement en 2012. Jean-Yves Le Drian reste ministre de la Défense.

En Centre-Val de Loire, François Bonneau, le candidat de la gauche a obtenu 40 voix, contre 20 pour Guillaume Peltier (LR), et 17 pour Philippe Loiseau (FN). Seul candidat en Pays-de-la-Loire, Bruno Retailleau (LR) a recueilli 54 voix parmi les 93 élus, et 39 ont voté blanc. Le nouveau président LR, qui succède au PS, a apporté son soutien au projet contesté d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, au

nord de Nantes, objet de luttes intestines entre socialistes et écologistes.

A La Réunion, Didier Robert (LR) a été réélu président du Conseil régional. En Guadeloupe, c'est le député Ary Chalus (DVG) qui a été élu avec 28 voix, sur les 41 que compte l'assemblée régionale. En Guyane, Rodolphe Alexandre (Guyane Rassemblement) a été élu à la tête de la collectivité territoriale par 35 voix. En Martinique, c'est l'indépendantiste Alfred Marie-Jeanne qui devait être élu président de la nouvelle collectivité territoriale.

Le CDI intérimaire va-t-il durer ?

EMPLOI Ce nouveau contrat, entré en vigueur le 1^{er} mars 2014 pour diminuer le chômage, peine à séduire. Quels sont les avantages et les inconvénients pour ses bénéficiaires ?

NICOLAS CÉSAR

Des agences d'intérim qui recrutent en CDI : c'est une révolution dans le monde très rigide et complexe du droit du travail. L'État y a vu une nouvelle voie pour réduire le chômage. Avec l'idée que si aujourd'hui près de 350 000 emplois, notamment dans des métiers techniques, ne sont pas pourvus en France (selon des données du ministère du Travail), c'est d'abord parce que les chômeurs manquent de réseau pour se faire connaître auprès des entreprises. Or l'agence d'intérim peut jouer ce rôle. Mais de là à embaucher des salariés en CDI, il y a un pas qu'elles ne sont pas prêtes à franchir. Pour les « stimuler », le gouvernement a donc promis aux agences d'intérim qu'elles échapperaient à la future taxation des contrats courts.

Des syndicats en désaccord

L'accord a été signé en juillet 2013 par le patronat de l'intérim et la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC. Pas par FO et la CGT, pour qui ce « CDI au rabais » ne bénéficiera pas aux plus précaires. Concrètement, ceux qui acceptent un CDI intérimaire sont salariés de leur agence d'intérim et ne peuvent

pas refuser une mission. Sauf si elle ne correspond pas au périmètre de mobilité géographique, de l'ordre de 50 km, défini dans le contrat. Ou aux trois métiers (souvent proches) que les intérimaires se sont engagés à exercer dans le cadre de ce CDI.

« L'objectif, modéré, était de 20 000 contrats en trois ans. Seuls 3 000 ont été signés pour l'instant »

En échange, lorsqu'il n'y a pas d'activité, l'agence leur garantit une rémunération au smic pour les ouvriers et employés, au smic + 15 % pour les techniciens et agents de maîtrise et au smic + 25 % pour les cadres. Le reste du temps, les CDI intérimaires « sont rémunérés sur les mêmes bases que les salariés permanents de l'entreprise où ils travaillent », précise Catherine Juan, la patronne de Manpower dans le Sud. « Ce CDI, signé en septembre avec Adecco à Bordeaux, a apporté de la sérénité à toute ma famille. Il sécurise mes revenus et me donne accès à des formations », met en avant Pa-

trick, 47 ans, chauffeur de poids lourds. Il permet aussi d'emprunter auprès des banques et donc d'avoir des projets à long terme, comme acheter une maison ou un appartement.

Loin des objectifs

L'État a fixé le cap de 20 000 CDI intérimaires en trois ans en France. Un objectif modéré au regard des 2 millions de personnes qui signent chaque année un contrat d'intérim en France. Malgré tout, un peu plus d'un an après sa mise en œuvre, le bilan est décevant. Seuls 3 000 CDI en intérim ont été signés en France depuis mars. L'échec est tel que dans la loi Rebsamen sur l'emploi, promulguée le 18 août dernier, l'État a tenté de renforcer l'attractivité de ce contrat ; en élargissant à trente-six mois, contre dix-huit mois auparavant, la durée maximale d'une mission sur un même poste en CDI intérimaire. En outre, une mission peut être renouvelée deux fois, au lieu d'une seule avant, sans délai de carence.

Les premiers concernés, eux aussi, se montrent réticents. Aujourd'hui, sur les 120 000 intérimaires d'Adecco, le leader du secteur, un



L'intérimaire en CDI s'engage à accepter les missions proposées par l'agence qui l'emploie. En échange, il perçoit un salaire même en cas de période sans activité. PHOTO FABEN COTTEREAU/SUD OUEST

térimaires, susceptibles d'avoir des missions toute l'année. Autrement dit, à ceux qui n'ont guère besoin

« Un quart ont moins de 26 ans et 10% plus de 50 ans », précise Philippe Martinez, le patron d'Adecco France.

[lire par
menté c
tre 6,1%

quart travaillent déjà à taux plein en France. « Un certain nombre d'entre eux ne sont pas enclins à passer au CDI intérimaire. Ils préfèrent gagner plus et préserver leur liberté », reconnaît Philippe Martinez, le directeur général d'Adecco France. Car, en CDI intérimaire, le salarié ne perçoit pas l'indemnité de fin de contrat, qui est

au moins égale à 10% des rémunérations brutes perçues pendant la mission.

L'État a demandé au patronat de l'intérim de cibler les jeunes et les seniors en priorité. Dans les faits, les entreprises de travail temporaire cèdent à la « facilité » et proposent ce contrat d'abord à leurs meilleurs in-

térimaires, susceptibles d'avoir des missions toute l'année. Autrement dit, à ceux qui n'ont guère besoin d'être sécurisés. Catherine Juan ne s'en cache pas. « Nous sélectionnons les meilleurs sur les métiers où nous avons des besoins pérennes. » Avec un critère essentiel : « des personnes ayant du savoir-être ». Pour l'heure, le CDI intérimaire concerne des personnes âgées en moyenne de 35 ans et ayant dix ans d'expérience en intérim. La plupart ont des enfants.

« Un quart ont moins de 26 ans et 10% plus de 50 ans », précise Philippe Martinez, le patron d'Adecco France.

Le marché de l'intérim souffre

En 2008, il y avait 800 000 intérimaires en France. Aujourd'hui, ils sont 550 000. « Mais depuis neuf mois, nous retrouvons le sourire. Avec 3% de croissance sur le troisième trimestre, nous observons une vraie reprise de l'emploi intérimaire. Particulièrement en Gironde

[lire par ailleurs], où l'intérim a augmenté de 9,4% en septembre, contre 6,1% au niveau national et 6,4% dans la région », observe Philippe Martinez.

Tous les secteurs sont en croissance, surtout les services, le commerce et l'aéronautique dans la région. Ce qui témoigne d'une prudence inquiétante des entreprises vis-à-vis de l'avenir. Chez Renault, les intérimaires représentent désormais 45% des effectifs industriels.

32 000 postes temporaires à la fin 2014

AQUITAINE/CHARENTES Le recours au travail intérimaire est important dans les transports, les services et le BTP

Le chiffre sonne fort. Il émane de la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère du Travail. La statistique date un peu, car la dernière enquête de l'administration disponible remonte à la fin 2014. Il y avait à cette date 32 000 emplois équivalents temps plein (ETP) occupés par des intérimaires en Aquitaine et dans les deux départements charentais. Il est probable que le chiffre soit plus important en cette fin d'année 2015 compte tenu de la reprise, encore timide mais réelle, du marché de l'emploi intérimaire.

Sans surprise ce sont la Gironde (12 384 ETP), les Pyrénées-Atlantiques (5 295 ETP), la Charente-Maritime (3 484) et la Charente (3 159), trois départements concentrant une bonne part de l'industrie dans

notre région, qui fournissent les plus gros bataillons d'intérimaires. « Quand la reprise est molle voire incertaine, nous préférons avoir recours à l'intérim compte tenu des difficultés qu'il y a en France à se séparer d'un collaborateur engagé définitivement », résume un chef d'entreprise landais.

En berne depuis la crise

L'intérim, qu'il était de bon ton de décrire jusque-là comme un des indicateurs les plus fiables de la reprise ou de la baisse d'un marché de l'emploi traditionnellement plus stable et protégé, se généralise et adopte des formes nouvelles (lire ci-dessus). Et il est dans notre région en plein boom. Enfin, serait-on tenté de dire, car les courbes publiées par Prism'emploi, la fédération nationale des entrepri-



Après des mois de recul, le BTP aquitain a recommencé à embaucher. T. DAVID // SUD OUEST

ses intérimaires (7 000 agences en France), étaient désespérément plates depuis la crise financière de

2008. En Aquitaine au mois d'octobre, l'emploi intérimaire a fait un bond de 9,3 %, une hausse voisine du chiffre national (9,6 %), le plus haut niveau enregistré en France depuis l'automne 2011. Les chiffres sont à la hausse en Gironde (+11,6 %) en Pyrénées-Atlantiques (+8 %) et dans les Landes (+7,2 %). Elle est plus timide en Dordogne (+3,9 %) tandis que le Lot-et-Garonne ne se sort pas de sa déprime économique (-6,6 %).

Hausse dans les transports

L'emploi intérimaire est à la hausse à la fin du mois d'octobre dans les services (+23,4 %) comme les transports (+9 %), l'industrie (+7,6 %) ou le commerce (5,9 %). Les patrons du BTP eux-mêmes ont repris le chemin des agences d'intérim, après des mois de recul déses-

pérément régulier : l'emploi intérimaire en Aquitaine dans ce secteur traditionnellement consommateur d'emplois à durée déterminée (CDD) était en hausse de 4,8 %. Le nombre de chantiers de bâtiments qui démarrent dans l'agglomération bordelaise est sans doute la principale explication.

On ne peut hélas pas en dire autant plus au nord, en Poitou-Charentes, où l'intérim dans le BTP reste au mois d'octobre bien en deçà de la ligne de flottaison (-6,1 %). Les transports (+20,7 %) et le commerce (+20,1 %) tirent le secteur de l'intérim dans cette partie de la nouvelle grande région. Il progresse de 3,2 % en Charente-Maritime mais baisse encore en Charente de 3,6 %. La crise.

Jean-Bernard Gilles



VÉRONIQUE REVILLOD

Déléguée centrale CFDT
à Manpower

1 Neuf mois après sa mise en place, quel bilan faites-vous du CDI intérimaire ?

Trop peu de contrats ont été signés. Alors que c'est un nouvel outil pour diminuer le chômage, notamment car il permet de former les intérimaires pendant les périodes « creuses » entre deux missions. Ce qui accroît leur em-

ployabilité. Le CDI intérimaire avait aussi vocation à établir un autre rapport de force entre les intérimaires et l'agence. Jusque-là, lorsqu'un intérimaire avait des frictions avec la direction de l'agence, après une demande de primes ou un problème de santé, ses missions étaient souvent réduites.

2 Seuls 3 000 contrats ont été signés. Comment expliquez-vous cet échec ?

Il y a une frilosité, liée à la nouveauté et aux contraintes inhérentes au CDI pour l'employeur. Nous avons déjà quelques cas d'agences qui essaient de détourner le système et demandent aux salariés en CDI intérimaire de prendre des congés sans solde, lors des périodes calmes en termes d'activité. Mais, il y a aussi une réticence de la part des intérimaires, qui, pour certains, ont peur de se sentir moins libres et

parfois de gagner moins, puisqu'ils ne touchent plus les indemnités de fin de contrat entre chaque mission. Mais ce CDI leur amène aussi de réels avantages, l'accès au crédit et donc à la propriété (lire ci-dessus).

3 L'objectif des 20 000 intérimaires en CDI en trois ans sera-t-il atteint ?

Ce sera difficile. Et, si on y parvient à marche forcée, le risque est que cela génère ensuite trop de tensions entre les agences et les salariés. Pour autant, il faut maintenir ce nouveau contrat de travail. Dans un monde professionnel en perpétuelle évolution, il est judicieux d'avoir des gens formés à plusieurs métiers et capables de répondre aux exigences de différentes entreprises. Cela sécurise leur parcours professionnel et offre une vitrine à ceux qui manquent de réseau et peinent à se vendre auprès d'un employeur.

Nouvelles régions : les cumulards... et les autres

POLITIQUE Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau (Les Républicains), Alain Rousset et Carole Delga (PS) ne renoncent pas à leurs autres mandats

Si l'on votait en deux tours pour les élections régionales, on vote en deux fois pour élire les nouveaux présidents de Conseils régionaux. Voire en trois, puisque celui de l'assemblée de Corse, ainsi que le chef du nouvel exécutif de l'île, tous deux nationalistes, ont été désignés dès jeudi.

Hier avaient lieu les scrutins dans les régions qui n'ont pas changé de périmètre, à savoir la Bretagne et les Pays de la Loire, l'Île-de-France et le Centre, ainsi que Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les présidents des nouvelles grandes régions ne seront élus que le 4 janvier, car il leur faut attendre que la nouvelle loi entre en vigueur, au début de l'an prochain. Mais l'on peut déjà se faire une idée du nouveau paysage politique et surtout des nouveaux comportements qui se dessinent à la tête des exécutifs régionaux.

puisque ce sont eux qui conquièrent des Conseils régionaux, trois députés ont renoncé cette semaine à leur mandat pour se consacrer exclusivement à la présidence de leur région : Valérie Pécresse (Île-de-France), Xavier Bertrand (Nord-Pas-de-Calais-Picardie) et Christian Estrosi (Provence-Alpes-Côte d'Azur). Il est vrai qu'il s'agit de trois des quatre régions les plus peuplées.

Cette nouvelle manière de faire de la politique ne vaut pas pour le nouveau président de la deuxième région la plus peuplée. Laurent Wauquiez (Auvergne-Rhône-Alpes) cumulera sa nouvelle fonction avec son mandat de député. Mieux, il vient d'être promu à la direction de son parti comme numéro deux des Républicains en remplacement de Nathalie Kosciusko-Morizet. De même le nouveau président de la région Pays de Loire, Bruno Retailleau, continuera-t-il à présider le groupe sénatorial LR.

« Laurent Wauquiez, qui cumulera présidence de région et mandat de député, vient d'être promu numéro 2 de son parti »

Depuis le début de la semaine, il y a eu ceux qui, à peine élus conseillers, ont démissionné de leur mandat. Ce fut notamment le cas d'Éric Woerth (Les Républicains), par ailleurs député et maire de Chantilly, et surtout de Claude Bartolone, déçu de sa défaite face à Valérie Pécresse, et grand cumulard puisque le président socialiste de l'Assemblée nationale est également le président du Conseil général de Seine-Saint-Denis.

Bertrand et Estrosi renoncent
À propos de cumul, ce que l'on retiendra surtout, c'est la différence d'attitude entre les nouveaux présidents. Côté Les Républicains (LR),



Jean-Yves Le Drian restera à la fois ministre de la Défense et président de la région Bretagne. PHOTO DAMIEN MEYER/AFP

Oublié, l'exemple Rebsamen

À gauche, trois présidents socialistes réélus (Normandie, Bourgogne-Franche-Comté et Centre) n'étaient pas parlementaires, à la différence d'Alain Rousset (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charente) lui aussi réélu et de Carole Delga (Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon), tous deux députés et qui entendent le rester.

Mais le cumulard le plus notoire est indiscutablement Jean-Yves Le Drian. Guerre contre le terrorisme oblige, François Hollande a consenti pour la première fois à faire une entorse à la règle selon laquelle un ministre ne peut présider une collectivité territoriale. C'est ainsi que François Rebsamen avait dû quitter le ministère du Travail pour retrouver la mairie de Dijon. Le Drian, lui, restera à la fois ministre de la Défense et président de la région Bretagne pour une durée indéterminée. D'autant qu'un remaniement gouvernemental ne semble pas être à l'ordre du jour.

Bruno Dive, rédaction parisienne

Charente, une terre de culture

VISITE MINISTÉRIELLE Manuel Valls a passé un après-midi au pas de course en Charente dans le cadre de l'inauguration de l'Alpha, la médiathèque d'Angoulême

SOPHIE CARBONNEL

s.carbonnel@sudouest.fr

La venue de Manuel Valls, c'est d'abord une atteinte au quart d'heure charentais. Le Premier ministre n'a pas perdu de temps. Au contraire, il en a même gagné. Sa venue en Charente s'est faite au pas de course hier avec presque 30 minutes d'avance. Des chais Hennessy à Cognac à la toute nouvelle médiathèque d'Angoulême. Arrivée : 13 h 45, départ : 17 h 30. Un planning serré et respecté, bel exploit.

Si le ministre a accepté ce marathon charentais, c'est d'abord pour la Culture, celle avec un grand C. « Quand on me propose d'inaugurer une médiathèque, je ne dis jamais non. Mettre plus de culture dans notre vie, c'est la sève de notre existence. » Une sève qui irrigue désormais un quartier d'Angoulême, celui de L'Houmeau. Derrière la gare s'élève l'Alpha, la nouvelle médiathèque. Dessiné par l'architecte Françoise Raynaud, le

bâtiment est un projet architectural moderne, un empilement de cinq blocs rectangulaires de couleurs, ouverts sur la ville, « l'aboutissement d'une attente de 30 ans », précisera le maire d'Angoulême, Xavier Bonnefont.

Dans sa proximité, ce « quartier de la culture » c'est aussi le Tumulte et l'École nationale du jeu et des médias interactifs numériques (Enjmin) dans lesquels le Premier ministre s'est fendu d'une visite.

Petite protestation

Si tout était tiré au cordeau par les attachés de presse ministériels, à l'approche de l'Alpha, une douzaine de manifestants de l'Union syndicale solidaire ont brandi quelques panneaux de contestation. « Un Premier ministre est ici, au lendemain d'une élection et on ne peut pas l'approcher, lui dire ce qu'on pense », proférait l'un d'eux.

Ni entendus, ni vus d'ailleurs. Le Premier ministre est entré sur le site de l'Alpha par l'arrière. L'es-

corte policière déployée pour l'occasion interdisait tout passage à plusieurs centaines de mètres de la médiathèque. D'ailleurs Manuel Valls est resté caché derrière les vitres fumées de sa voiture entre chaque étape. Les seules mains serrées furent celles d'un public invité à l'Alpha, trié sur le volet.

Joutes verbales

Le bain de foule n'était pas au programme. Le Premier ministre l'a dit et répété. Sa venue s'écrit au nom de la culture. À se demander même si la politique a sa place. Xavier Bonne « fort », comme l'a appelé Manuel Valls, a choisi d'en faire. À l'heure des discours, le maire d'Angoulême a mis les deux pieds dans le plat. « Pendant longtemps, la médiathèque s'est promenée un peu partout à Angoulême. On peut aujourd'hui avoir des regrets sur sa localisation à L'Houmeau. » Huées dans le public, une insulte fuse. Un peu plus tard, Jean-François Macaire, président de feu la ré-



L'Alpha, 26,3 millions d'euros, 5 600 m², 130 000 titres en accès libre. Manuel Valls a félicité la réussite du projet

gion Poitou-Charentes, répondra au maire par une référence littéraire. « Balzac aurait apprécié qu'on situe cette médiathèque à L'Houmeau. » Sortez les parapluies.

Pour tenter de calmer les ardeurs, Xavier Bonnefont choisit plutôt d'adresser sa liste de Noël.

« J'attire votre attention Monsieur le ministre sur la construction de la passerelle qui devra relier la gare à l'Alpha, et les rénovations de la Grand-Fond et du tunnel de la Gâtine. Je suis sûr que vous aurez une influence sur la SNCF pour qu'elle respecte ses engagements. »

Le Premier ministre a préféré recentrer le débat vers l'intérêt de sa visite. « Grâce à la médiathèque, un lien est créé entre les habitants d'un quartier, la ville et la région. Angoulême, ville du papier, de l'écriture et de l'imaginaire a une offre culturelle riche. » Et aussi calmer les ardeurs. « La culture rapproche. » Politiquement, c'est moins sûr.



Valls : « La culture, c'est la sève de notre existence »

LES ÉTAPES DE LA VISITE



Voyage au cœur du Tumulte, animation créée par Andréas Koch (à droite) de Cortex Productions. PHOTOS YOHAN BONNET



Une grande partie des élus charentais avait fait le déplacement comme Michel Boutant ou Nicole Bonnefoy



À l'Enjmin, en compagnie d'une jeune étudiante, le Premier ministre découvre les secrets de la création numérique



À l'heure des discours, Philippe Lavaud a été (volontairement ?) oublié par certains mais pas par Manuel Valls et Martine Pinville

Lavaud absent, et à demi oublié

Dans l'assistance, personne n'était sans ignorer que le projet de l'Alpha avait été initié par l'ancien maire d'Angoulême, Philippe Lavaud. Hier, bien sûr, il était délicat pour lui de se faufiler dans la visite ministérielle. Pourtant, Manuel Valls ne l'a pas oublié, contrairement à d'autres...

Ni Xavier Bonnefont, ni Jean-François Dauré, ni François Bonneau, et encore moins Jean-François Macaire, n'ont prononcé son nom dans les discours officiels.

Tout au plus Jean-François Dauré a-t-il tenu particulièrement à remercier ceux qui ont piloté le projet, à savoir deux élus du Grand Angoulême. Malaise.

Martine Pinville, qui visiblement n'était pas attendue pour un discours, a pris le micro et a partagé sa pensée pour Philippe Lavaud et Michel Boutant. Le public a largement applaudi. « Je salue Philippe Lavaud, a poursuivi Manuel Valls. Finalement c'est ça la continuité républicaine. »

« Ce qui peut nous rendre fier d'être Français »



Les représentants de l'Interprofession ont pu s'exprimer. P.H.M.

COGNAC Le Premier ministre est venu constater le poids d'une filière qui lui a fait passer des messages

Cela faisait au moins trente ans qu'un Premier ministre n'avait pas fait de détour par Cognac, calcule-t-on chez Hennessy. Le président du numéro 1 du cognac, Bernard Peillon, n'a pas boudé son plaisir en recevant Manuel Valls, hier, entre 13 h 45 et 15 h 10, avant qu'il ne file à Angoulême.

Le chef du gouvernement a d'abord été conduit au « chai du fondateur », où Bernard Peillon lui a brossé les performances de la marque et l'a convié à goûter une eau-de-vie de 1962, son année de naissance. Un échantillon « fin et élégant », selon le maître de chai, Yann Fillieux...

Le Premier ministre n'est sans doute pas toujours autant à la fête. Après avoir traversé la Charente, il est ressorti de la salle du comité de dégustation avec un cadeau, un flacon de XO, « produit iconique de la Maison », souffle-t-on chez Hennessy. Puis il a échangé avec les membres du comité permanent du bureau national interprofessionnel du cognac sur le sort d'une filière qui rapporte tout de même 2,5 milliards d'euros à la région et au pays...

Soutenir le désenclavement

« Il s'est montré hyper attentif, il connaissait très bien le dossier. On l'a senti content d'être là. Je suis persuadé qu'une telle visite est positive pour tout le monde. Il n'est pas évident de rendre visible une activité qui est loin de Paris, et qui est peu connue en France », apprécie Bernard Peillon. Les membres de la fi-

lière ont fait passer quelques messages, sur la nécessité de « désenclaver » Cognac, mais aussi sur la simplification administrative et la « stabilisation » du contexte économique.

« Il faut valoriser ce qui peut nous rendre fier d'être Français. Ma présence ici est une façon de leur garantir le soutien de l'État dans les négociations internationales ou européennes », a commenté Manuel Valls. Il voit dans le cognac un des atouts de la future grande région, au même titre que les vins du Bordelais. « Quand on repart d'ici, on repart heureux », souffle-t-il. Le maire de la ville, Michel Gourinchas, n'aura apparemment pas gâché son escapade en lui faisant part de ses critiques sur le désengagement de l'État, qui plombe les finances des collectivités locales.

Philippe Ménard



Des orientations budgétaires « sans souffle » pour l'opposition, « la réalité », selon la majorité.

PHOTO YOHAN BONNET

Budget, âpre équation

CHARENTE Le Département s'oriente vers un budget austère

HÉLÈNE RIETSCH

h.rietsch@sudouest.fr

Peu de chiffres mais plutôt des perspectives examinées hier au Conseil départemental à l'heure des orientations budgétaires. Dans son discours inaugural, François Bonneau, président du Département, a dressé le « contexte budgétaire et législatif extrêmement complexe » qui l'amène à préparer un budget 2016 contraint, dont « l'équation sera impossible dès 2017 ».

En ligne de mire toujours la baisse drastique de la dotation globale de fonctionnement (5 millions d'euros en 2016), et dès 2017, la diminution de moitié de la part départementale de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Baisse de ressources à mettre en rapport avec « la hausse sans précédent des dépenses sociales », en particulier le RSA (charge supplémentaire de 5,2 M€ en 2016). Un tableau dressé depuis plusieurs mois mais compliqué par le ballet des réformes territoriales en cours. Ce qui donne dans les grandes lignes pour 2016, « pour ne pas toucher à la fis-

calité » un investissement à la baisse de plus de 5 M€, et 7 M€ d'économies à trouver dans le fonctionnement du Département. Et sur la prospective à l'horizon 2020, « une hausse de 150 millions de la dette ».

RSA sous surveillance

« Vous dites aux Charentais, faites-moi peur. On a 67 pages alarmistes d'orientations budgétaires. Sans souffle et sans cap », déplore Philippe Bouty, chef de file de l'opposition.

« Discours de vérité », réplique François Bonneau, qui ajoute sur le chapitre de l'insertion des bénéficiaires du RSA la volonté d'un cadrage « plus rigoureux des droits et des devoirs ». « Pas des menaces, de la pédagogie », assure Agnès Bel. Désolant pour l'opposition. « D'autant qu'en termes d'économie, les frau-

des au RSA, c'est peanuts », réplique Jacques Persyn. Au rang des priorités figurent toujours le très haut débit (en voie d'accélération selon la majorité, sans avancée selon l'opposition) et l'amélioration des infrastructures ferroviaires et routières.

Il est question de nombreuses petites économies glanées sur tous les fronts, masse salariale, satellites du Département (Charente Développement et Charente Tourisme), sur le terrain de la culture (festivals invités à trouver des fonds privés), l'École départementale de musique (nouvelles recettes espérées), etc.

La séance s'est achevée par le vote de la motion de l'Assemblée des départements de France (20 voix pour, 17 contre, 1 abstention) qui attend du gouvernement que l'État garantisse aux départements les moyens de maintenir leurs politiques.

Chassenon, beaucoup de questions

■ La dissolution de l'établissement public du parc Cassinomagus à Chassenon a été votée hier à 20 voix contre 18 voix. « Un symbole » abattu par la majorité « à l'esprit revan- chard », selon Michel Boutant. Une promesse électorale, pour la majorité. Mais surtout beaucoup de questions sans réponses, notamment sur le coût de l'arrêt des travaux. Il faudra attendre les résultats de la commission d'évaluation au premier trimes-

tre 2016. « Est-il vrai que le Département a remis un chèque de dédit de 800 000 € à une entreprise charentaise ? », interroge Jean-François Dauré. « Pas de versement », se contente de répondre François Bonneau, qui promet « la transparence »... après la mission d'évaluation. Quant à l'avenir des thermes, appelés à vivre l'été, il faudra attendre « fin février » pour que le projet soit construit, assure Stéphanie Garcia.

La deuxième vie artistique des déchets de Veolia

ÉCOLOGIE

Un collectif d'artistes va pouvoir accéder aux déchets du site de Châteaubernard pour les recycler

JONATHAN GUÉRIN

cognac@sudouest.fr

« **C**e mélange des genres entre l'industriel et l'artistique nous a bluffés. » Hier matin, Pierre Gamaury, directeur de secteur chez Veolia Poitou Charentes, a pu voir les premières œuvres réalisées à partir de matériaux de la déchetterie de Châteaubernard. « On est vraiment loin des meubles Ikea, et c'est tant mieux. Car l'important, ici, était de créer un autre type de mobilier. »

En effet, une dizaine d'artistes du collectif Carré bouge ont reçu l'autorisation de l'entreprise pour venir se servir directement sur le site cognacais. « On cherche à promouvoir de nouveaux usages dans l'art de vivre. Avec l'économie circulaire créative, c'est tout un monde qui s'invente », a poursuivi Pierre Vincent, designer et président de Carré bouge.

Un moteur en lampadaire

Ce « cluster » réunit des créateurs, créatifs et autres acteurs des arts appliqués. Ils font ici application de « l'upcycling », une manière de transformer les déchets en objets d'art unique. Ainsi, une bouche d'égout fait ici office de table, dont le pied est fait d'un malaxeur d'enduits. Là, un



Les artistes posent avec leurs créations issues des matériaux de la déchetterie. PHOTO J. G.

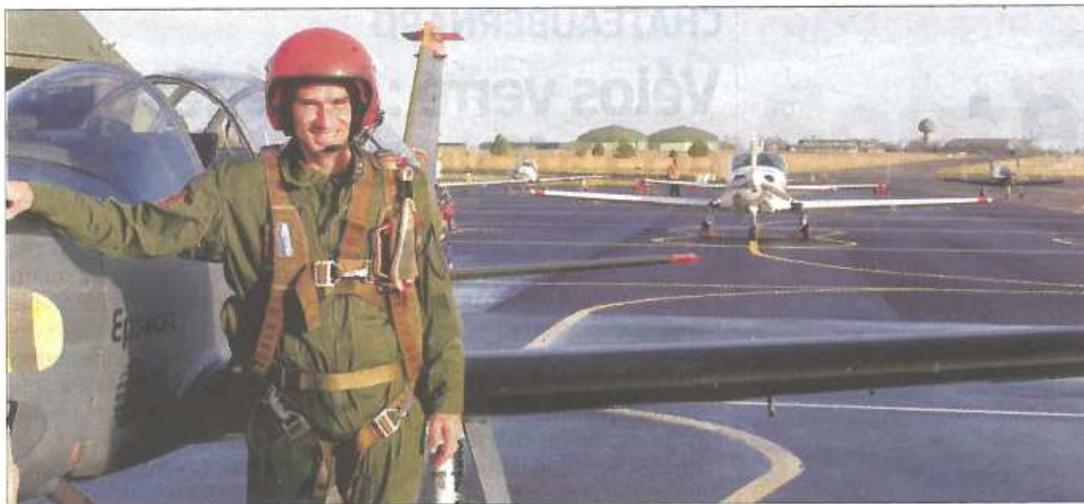
moteur de moto sert de base à un lampadaire de deux mètres de haut en bois et acier (vendu plus de 2 000 euros, tout de même). Le bois utilisé aurait normalement dû partir pour une usine des Landes, où il aurait été transformé en copeaux pour des chaufferies. Au lieu de ça, cette matière patinée par le temps retrouve une deuxième vie. « Il reste encore beaucoup à faire, mais notre approche contribue à cette valorisation, estime le représentant régional

de Veolia. Tirer, valoriser et réutiliser les déchets, cela fait partie du cœur de notre métier et ça participe activement à relever les défis climatiques. »

Un cercle vertueux

Les artistes, eux, sont ravis de cette nouvelle coopération. « C'est un nouveau terrain de jeu, avec une possibilité de développer notre activité à plus grande échelle », s'enthousiasme Boris Le Floch, créateur de

mobilier et luminaire. En Poitou-Charentes et Limousin, cinq sites sont désormais ouverts, avec Aytré, Solignac, Brive et Iteuil. Les artistes viendront, une fois par mois, pour déguster leur matière première. Les employés de Veolia ont quant à eux promis de voir les déchets autrement et de mettre de côté certains matériaux qui pourraient être dignes d'intérêt. Une manière d'alimenter ce cycle vertueux sur le plan artistique et écologique.



Guillaume Néry a volé sur un Epsilon pendant près de deux heures. PHOTOS J.G.

Plongée dans les airs

BASE AÉRIENNE 709 L'école de pilotage de l'armée a accueilli jeudi Guillaume Néry, champion de plongée, pour un vol spécial

JONATHAN GUÉRIN
cognac@sudouest.fr

Ce grand champion français n'a pas vraiment l'air guéri du frisson de l'adrénaline. Guillaume Néry a frôlé la mort en septembre dernier, à Chypre. Alors qu'il cherchait à battre le record du monde de plongée en apnée à 129 mètres de profondeur, un accident l'a fait descendre à 139 mètres, lui occasionnant une déchirure des alvéoles pulmonaires. Aujourd'hui totalement guéri, il a volé deux heures durant avec des membres de la base aérienne 709. « Tout est venu d'un membre de l'école de pilotage qui me l'a proposé il y a deux mois. Et maintenant, je réalise un rêve de gosse », explique le champion de 33 ans.

Jeudi matin, il a donc assisté au briefing avec cinq pilotes, avant de

rejoindre la piste pour s'installer dans un TB30 Epsilon. Pour le commandant Nicolas Leprince, « c'est un vol classique avec trois avions et des exercices. Ce qui est à part, ce seront les photos que l'on va faire. Et pour Guillaume, c'est une belle occasion. »

Une possible reconversion

À 10 h 30, les trois Epsilon s'envolent. Le Niçois occupe une place à l'arrière mais profite à fond des sensations avec un temps idéal. Il a même eu la possibilité de prendre les commandes quelques instants. Volant à 150 mètres d'altitudes, les avions sont passés par Cordouan, Fort Boyard, La Rochelle, enchaînant les voltiges et autres manœuvres. Le voyage, normalement prévu pour durer une heure trente, sera prolongé de quinze minutes pour que l'invité vedette puisse aller au bout de

son « rêve de gosse ». À l'atterrissage, le double champion du monde d'apnée est conquis. « C'est super fort, j'étais un peu brassé sur la fin parce qu'ils m'ont bien trimballé en me mettant quelques jets, mais je pense qu'ils ont été gentils. »

S'agit-il d'un début de reconversion pour Guillaume Néry qui a annoncé mettre fin à sa carrière ? « J'ai fait de l'apnée pour voler, un peu comme si je volais sous l'eau. Et il y a des points communs, comme la forme physique, la rigueur de la préparation... Alors passer mon baptême de pilote, pourquoi pas ! » Une piste crédible. L'homme a fait sensation en jouant dans un clip de la chanteuse Beyoncé. Il se consacre pour l'instant à la production de films sous-marins. Les airs pourraient donc devenir son nouveau terrain de jeu.



Le briefing a réuni tout l'équipage



Les avions ont réalisé des photos aériennes de Cordouan, La Rochelle, et ici Fort Boyard. PHOTO C. PRIORESCHI-DROUIN / AEPS

La société Petrossian n'abandonne pas

BOURG-CHARENTE Des investisseurs, dont Petrossian, essaient de monter un autre projet d'élevage d'esturgeons, en y associant tous les acteurs locaux

Permis de construire caduc, autorisation administrative d'exploitation périmée, coût prohibitif d'une campagne de fouilles archéologiques... À Bourg-Charente, au lieu-dit les Étangs de Monsieur de Jarnac, où en est le projet d'élevage d'esturgeons porté la société Petrossian, l'homme d'affaires arménien Hrayr Hacobian et l'intermédiaire charentais Jean Mardikian ? (Lire notre article du 9 décembre).

Pas au point mort, pas dans l'impasse, pas dans l'échec, mais dans une autre mouture, répond en substance Maître Pascale Demoly, l'avocate de la société Petrossian, « réputée mondialement dans le domaine de l'épicerie fine

et plus particulièrement du caviar ».

« Un nouveau projet »

Dans un courrier adressé au journal « Sud Ouest », M^e Demoly précise : « Depuis quelques mois, un groupe d'investisseurs, dont Petrossian, essaie de monter un nouveau projet sur la base d'un rachat de ce terrain. Il s'agit d'une nouvelle opération déconnectée de l'ancienne. Les teneurs du projet essayent de rassembler les éléments nécessaires sur la faisabilité de ce nouveau projet en y associant tous les acteurs locaux concernés sans oublier les élus. Ce projet [...] n'est pas au moins mort et rien ne permet de dire s'il

verra le jour, ou non. Cela ne dépend pas que de mes clients, mais aussi des investisseurs et du réseau local. »

Dans son courrier, l'avocate de la société Petrossian dit encore que son client n'avait pris qu'une « participation minoritaire » dans le projet initial, « dans lequel elle n'a jamais eu aucun pouvoir décisionnaire ». M^e Demoly ajoute : « La société porteuse du projet, malgré de nombreuses tentatives faites par son président M. Mardikian d'attirer des investisseurs [...], est en déconfiture, principalement du fait des montants des fouilles, mais aussi en raison de blocages [d'un autre actionnaire] ».

Une police mal informée

Le syndicat de défense des policiers municipaux a dégainé un communiqué dès qu'il a appris que le maire de Cognac avait finalement décidé de doter ses agents d'armes de poing, en même temps que son homologue de Châteaubernard. Il se réjouit de ce revirement, après avoir vivement critiqué la position inverse de Michel Gourinchas, en juin dernier. « Celui-ci a fait marche arrière toute, et veut armer, tout comme le maire de Châteaurenard, ses policiers municipaux », écrit-il. Il y a un loup dans ce communiqué, puisque le syndicat, mal informé, a confondu Châteaubernard avec... Châteaurenard (13).

Une absence qui fâche

Mercredi soir, au Conseil communautaire, les services ont distribué aux élus le dernier exemplaire de « Grand-Cognac Magazine ». Une publication de belle facture, de 28 pages... qui a beaucoup agacé Noël Belliot. Alors que Michel Gourinchas déclarait le conseil terminé, souhaitant de bonnes fêtes à tous, le leader de l'opposition municipale a vivement fait remarquer l'absence d'un encart pour laisser s'exprimer les groupes politiques. « On a tiré au bout de notre patience. S'il faut aller au tribunal administratif, on ira, s'est fâché Noël Belliot. C'est idiot, mais on a l'impression de tomber sur un obstacle majeur. » Si le reproche avait déjà été évoqué par le passé, c'est bien la première fois que l'élu se dit prêt à aller devant la justice pour obtenir gain de cause.

CHÂTEAUBERNARD

Vélos verre : le bénévolat est l'affaire de tous

Les Vélos verre, férus de VTT terminent l'année sur une note élogieuse. « Votre Castelbike est la plus belle manifestation associative castelbernardine de l'année », a tenu à souligner Christel Gombaudo, maire adjointe aux sports et aux associations, lors de l'assemblée générale du club, samedi 5 décembre, dans les locaux du comité d'entreprise Verallia.

Une charte à respecter

Pour la Castelbike, ils étaient 1 773 participants à prendre le départ du complexe omnisports des Vauzelles, le 8 novembre dernier : 883 vététistes et 290 marcheurs. Le club peut ainsi terminer l'année avec 7 919 euros sur son compte et envisage d'investir pour être à la hauteur de l'édition 2016. La journée verte organisée à Mainxe dans les bois des Ballastières a elle aussi porté ses fruits : 20 m³ de déchets y ont été extraits le 21 février dernier d'où la volonté de relancer l'action l'année prochaine en privilégiant un terrain public.

Si le club Les Vélos verre fait partie des clubs omnisports des Verriers, il n'en demeure pas moins une activité VTT ouverte à tous et les adeptes du VTT en groupe y sont les bienvenus (1). Mais qui intègre

l'association signe aussi une charte, qui rappelle explicitement qu'un vététiste est avant tout un bénévole qui se doit de s'impliquer dans la logistique de chaque manifestation organisée par le club ouverte au public. Le bureau se réserve ainsi le droit de diminuer tout ou partie de la somme allouée à chaque membre pour alléger le coût total de la sortie VTT nationale si son investissement personnel est défaillant. Une clause qui n'a pas été au goût de quelques-uns dans l'assemblée : « On est une association, pas une entreprise. »

Des décisions jugées arbitraires pour ceux qui, par exemple, sont indisponibles les jours de nettoyage des parcours pour des raisons professionnelles. Le bureau n'a pas fléchi en invitant à utiliser le forum où chacun peut faire part de ses contributions personnelles en dehors du planning proposé tout en concédant que l'effort de communication pourrait être amélioré. Promesse a donc été faite d'échanger davantage sur le forum.

Sandra Balian

(1) Contacts : 06 46 81 20 18 et 06 34 76 58 68. Cotisation annuelle : 25 € (20 € à partir du second membre).



La Castelbike a été « la plus belle manifestation associative de l'année », selon Christel Gombaudo, adjointe aux associations. S. B.